



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 11/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALUMINIUM FERRI

Zone Industrielle
51330 Givry-En-Argonne

Références : D3 i 202-675
Code AIOT : 0005701711

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2025 dans l'établissement ALUMINIUM FERRI implanté Zone Industrielle 51330 Givry-en-Argonne. L'inspection a été annoncée le 27/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALUMINIUM FERRI
- Zone Industrielle 51330 Givry-en-Argonne
- Code AIOT : 0005701711
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ALUMINIUM FERRI exploite une installation de traitement de surface à Givry-sur-Argonne. Elle réalise des opérations d'usinage, de polissage et d'anodisation de pièces en aluminium. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2013-APC-57-IC du 06/06/2013, notamment pour les rubriques 2565 et 3260 (IED) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), soumises au régime de l'autorisation.

Le site se situe en zone péri-urbaine aux abords de l'étang de Givry et de la rivière Ante.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Autosurveillance Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 06/06/2013, article 9.2.4.2	Demande d'action corrective	6 mois
5	Autosurveillance eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 06/06/2013, article 9.2.4.3.	Prescriptions complémentaires	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
2	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 06/06/2013, article 4.1.1	Sans objet
3	Autosurveillance eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 06/06/2013, article 9.3.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite fait suite à l'absence de déclaration sur la plate forme de déclaration des émissions polluantes au 31 mars 2025. A l'annonce de l'inspection, celle-ci a été réalisée.

L'Inspection a constaté une dégradation importante de la qualité des eaux souterraines au droit du site. Un arrêté préfectoral complémentaire est proposé afin que l'exploitant réalise les études et travaux nécessaire à la gestion de cette pollution.

L'inspection a également constaté l'absence de contrôles sur les eaux pluviales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration GERP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERP
Prescription contrôlée :

La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.

Constats :

La déclaration GERE au titre de l'année 2024 n'a pas été transmise à l'inspection au 31 mars 2025. Suite à l'annonce de l'inspection, l'exploitant a complété et transmis la déclaration GERE.

L'inspection a contrôlé le pavé "déchets" et "eau". Le pavé "déchets" est cohérent avec le registre déchets présenté lors de l'inspection.

Les flux déclarés dans le pavé "eau" correspondent aux rejets réalisés en début d'année avant la mise en service de l'évaporateur. Les flux déclarés sont cohérents avec les analyses réalisées le 20 mars 2024 et le volume rejeté sur le début de l'année (le point de rejet était équipé d'un compteur).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2013, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau

Prescription contrôlée :

[Les installations de prélèvement d'eau dans le réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Usage	Caractéristique	Prélèvement maximal autorisé	Débit journalier maximal en m ³ /j
Réduction d'adduction communal	E a u x domestiques	G i v r y - e n - A r g o n n e	800 m ³ /an	20 m ³ /j pour l'ensemble
Réduction d'adduction communal	E a u x de procédés	G i v r y - e n - A r g o n n e	4000 m ³ /an	

Ces mesures sont relevées hebdomadairement et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

L'alimentation en eau des chaînes de traitement de surface est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'installation, clairement reconnaissable et aisément accessible.

<p>Constats :</p> <p>En 2022, l'exploitant a déclaré sur GEREPA un volume de 3359 m³ ;</p> <p>En 2023, l'exploitant a déclaré sur GEREPA un volume de 3167 m³ ;</p> <p>En 2024, l'exploitant a déclaré sur GEREPA un volume de 4326 m³.</p> <p>L'exploitant a expliqué le prélèvement plus élevé en 2024 qu'en 2023 malgré la mise en service de l'évaporateur par 2 fuites importantes survenues pendant l'été et pendant l'hiver 2024. Une vanne intermédiaire a été mise en place depuis.</p> <p>L'objectif que s'est fixé l'établissement est d'atteindre un prélèvement d'eau de 1 200 m³ par an grâce à l'évaporateur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Autosurveillance eaux industrielles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2013, article 9.3.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats de l'auto-surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire, un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses (imposées au chapitre 9.2 du présent arrêté) du mois précédent.</p> <p>[...]</p> <p>Les résultats des mesures et analyses sont archivés pendant au moins 5 ans, sur un support prévu à cet effet et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils doivent être répertoriés pour pouvoir les corrélés avec les dates de rejet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection du 14 janvier 2025, il a été constaté qu'un évaporateur a été mis en service le 29 mars 2024 et la station d'épuration des eaux usées a été arrêtée en avril 2024. Après une période de réglage, l'évaporateur a pris le relais de la station d'épuration pour la gestion des effluents du site. Le distillat est ré-utilisé sur les lignes de traitement à la place du réseau d'eau potable. Les concentrats sont évacués dans une filière agréée. Ceci explique l'absence de transmission des résultats de l'autosurveillance sur les eaux industrielles.</p> <p>Lors de l'inspection du 14 janvier 2025, l'inspection avait demandé à l'exploitant la transmission, sous 6 mois, d'un rapport à connaissance relatif aux modifications apportées avec tous les éléments d'appréciation de l'évolution des activités, des dangers et des rejets. A ce jour, l'inspection n'a pas reçu ce document, l'exploitant a bien noté le délai et s'est engagé à le transmettre avant fin juillet 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Autosurveillance Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2013, article 9.2.4.2														
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence et modalités de l'auto-surveillance des eaux pluviales														
Prescription contrôlée : Les dispositions minimales suivantes sont mises en oeuvre (en lien avec l'article 4.3.12.1. du présent arrêté) : <table border="1"><thead><tr><th>Paramètre</th><th>Fréquence</th></tr></thead><tbody><tr><td>MES</td><td>annuelle</td></tr><tr><td>DCO</td><td>annuelle</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>annuelle</td></tr><tr><td>Azote global (NGL)</td><td>annuelle</td></tr><tr><td>Phosphore total (PT)</td><td>annuelle</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux (HCT)</td><td>annuelle</td></tr></tbody></table>	Paramètre	Fréquence	MES	annuelle	DCO	annuelle	DBO5	annuelle	Azote global (NGL)	annuelle	Phosphore total (PT)	annuelle	Hydrocarbures totaux (HCT)	annuelle
Paramètre	Fréquence													
MES	annuelle													
DCO	annuelle													
DBO5	annuelle													
Azote global (NGL)	annuelle													
Phosphore total (PT)	annuelle													
Hydrocarbures totaux (HCT)	annuelle													
Constats : L'exploitant a indiqué que les eaux pluviales n'ont jamais fait l'objet d'un contrôle.														
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient de procéder à un contrôle des eaux pluviales avant la fin de l'année 2025 et de transmettre les résultat à l'inspection des installations classées. L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous un délai de 6 mois : - les résultats des contrôles des eaux pluviales de son site														
Type de suites proposées : Avec suites														
Proposition de suites : Demande d'action corrective														
Proposition de délais : 6 mois														

N° 5 : Autosurveillance eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2013, article 9.2.4.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences et modalités de la surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance de la qualité des eaux souterraines selon les modalités suivantes : [...]

- deux fois par an (en période de basses eaux et de hautes eaux), le niveau piézométrique est relevé, des prélèvements sont effectués dans la nappe et le sens d'écoulement des eaux souterraines est déterminé ;
- les paramètres à surveiller sont les suivants : aluminium, chrome, chrome hexavalent, nickel et zinc ;

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé. Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réalisation. Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais. [...]

Constats :

L'inspection a analysé les mesures réalisées sur les piézomètres depuis mars 2023 et transmises via GIDAF.

L'inspection a demandé à l'exploitant de joindre les rapports d'analyse sur GIDAF pour les prochaines transmissions.

Il est constaté que les concentrations en aluminium déjà élevées sur le piézomètre n°1 (PZ 1) situé en amont (1,9 mg/l en mars 2025 et 3,1 mg/l en septembre 2024) augmentent en aval notamment sur le piézomètre n°3 (PZ 3) : respectivement 16 mg/l et 120 mg/l.

L'exploitant a indiqué que ces concentrations sont stables dans le temps.

Une augmentation des concentrations entre le PZ 1 et le PZ3 est également constaté sur les paramètres Nickel, Chrome (l'exploitant a déclaré ne plus en utiliser depuis 2011) et Zinc (l'exploitant a déclaré ne pas en utiliser).

Au regard de ce constat, il est proposé un arrêté préfectoral complémentaire dont le projet est joint au présent rapport, afin d'investiguer sur ces concentrations et de définir un plan de gestion du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport afin d'investiguer sur les concentrations en aluminium, nickel, zinc et chrome et de définir un plan de gestion du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 12 mois